



HAL
open science

Comment gérer le conflit syrien depuis la Jordanie ?

Cyril Roussel

► **To cite this version:**

Cyril Roussel. Comment gérer le conflit syrien depuis la Jordanie ?. Outre-terre. Revue européenne de géopolitique, 2015, 44 (3), pp.226. 10.3917/oute1.044.0226 . halshs-03542445

HAL Id: halshs-03542445

<https://shs.hal.science/halshs-03542445>

Submitted on 25 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La gestion du conflit syrien depuis la Jordanie
Cyril Roussel
Chercheur CNRS, Migrinter (UMR 7301), Poitiers

Depuis le début du conflit syrien, la Jordanie, comme tous les pays voisins de la Syrie, possède un œil braqué en permanence sur les événements qui se déroulent au Nord de sa frontière septentrionale longue de 375 km. La Jordanie demeure l'acteur le plus discret du conflit syrien et ce pour une seule raison fondamentale ; elle doit concilier des enjeux totalement contradictoires comme la nécessité d'un cantonnement de la contagion islamiste tandis qu'une frange importante de sa population est idéologiquement proche de ces mouvements politiques ; ou encore le maintien de ses relations vitales avec ses alliés américains et du Golfe – qui sont aussi ses principaux bailleurs de fonds – alors qu'elle entretient une réelle dépendance économique vis-à-vis de la Syrie. Enfin, la Jordanie, dont presque la moitié de la population est palestinienne, voit son destin étroitement lié à celui d'Israël.

Comment la Jordanie concilie-t-elle son rôle de tête de pont de la politique américaine dans le conflit syrien alors même qu'elle garde des relations diplomatiques avec Damas¹ ? Comment la Jordanie parvient-elle à concilier son rôle de pays-barrière face à l'expansion de l'islamisme alors même que la présence de djihadistes jordaniens s'est renforcée en Syrie mais aussi au sein même du royaume ? Le subtil jeu d'équilibrisme dans lequel s'est engagé la Jordanie, bien certainement malgré elle, semble jusqu'à présent porter ses fruits. Par contre, personne ne peut prévoir si quelque chose fera vaciller cette fragile construction et encore moins prédire si ce consensus pourra permettre au royaume de traverser la longue période de crise régionale qui s'annonce.

La construction du Front Sud de l'ASL

Ouvert depuis la Jordanie, le système d'approvisionnement des rebelles du Hauran en matériel militaire et en combattants est longtemps resté un non-dit dans le royaume. Pourtant, dès novembre 2012, les services secrets américains sont chargés de former les premiers combattants syriens sur le sol jordanien². Si la frontière se ferme pour les réfugiés syriens, elle reste ouverte aux responsables militaires de l'ASL (qui formeront le « Front Sud » en février 2014) et aux combattants de certaines brigades qui viennent suivre un entraînement militaire ou bien être soignés. Dirigées par les USA, sur financements saoudiens et sous le contrôle des services de renseignement jordaniens, les livraisons d'armes sont destinées aux groupes combattants modérés, c'est-à-dire aux bataillons de l'ASL. Ce que les Américains cherchent à faire, c'est renforcer la frange modérée de la rébellion pour ne pas laisser le champ libre aux groupes djihadistes qui commencent à s'imposer, sur le terrain, comme principale force d'opposition à l'armée syrienne. Outre l'aide matérielle militaire, un camp d'entraînement pour la formation de rebelles syriens est installé en Jordanie au Nord d'Amman (« King Abdallah special operation training center » d'après Georges Malbrunot³). Ce programme d'aide aux rebelles

¹ L'ambassade de la République arabe syrienne à Amman est toujours en place.

² Nous avons effectué un entretien, à Shajara (Sahel-Hauran en Jordanie) en avril 2013, avec un ancien rebelle de l'ASL qui nous avait expliqué comment il avait été retenu et entraîné par les forces spéciales américaines dans un camp militaire en Jordanie. Blessé quelques semaines après son retour en Syrie, nous avons pu l'interviewer dans ce village du Nord de la Jordanie, où il avait mis sa famille à l'abri.

³ GEORGES MALBRUNOT, 2013 : « Des forces spéciales américaines entraînent des rebelles syriens au Jordanie », *Le Figaro*, publié le 1^{er} mars 2013.

depuis la Jordanie, certes assez modeste à ses débuts, fin 2012, répond aux nouveaux enjeux posés par le conflit syrien : la détérioration de la situation en Syrie, la perte du contrôle d'une partie des zones frontalières par le régime syrien et la montée en puissance des groupes djihadistes.

Début 2014, l'ASL est marginalisée sur les principaux terrains d'affrontement syriens. Alors que le Nord du pays demeure sous la domination des rebelles islamistes⁴, les USA annoncent vouloir former des combattants en Jordanie (ce n'est en réalité que l'annonce officielle d'un processus engagé deux ans plus tôt) et en Turquie. En février 2014, une nouvelle coalition de rebelles modérés est créée dans le Hauran par l'opposition syrienne armée modérée, grâce au soutien des USA et de l'Arabie saoudite, avec pour but affiché de s'emparer du Sud syrien. Le « Front Sud » de l'ASL compterait, mi-2015, environ 30 000/35 000 combattants (chiffre certainement surestimé) regroupés en 56 brigades⁵. Les objectifs des créateurs du Front Sud sont doubles et restent inchangés par rapport à 2012 : fidéliser des combattants opérationnels sur le terrain pour poursuivre la lutte contre le régime d'Assad et faire barrage aux djihadistes. Même si les groupes islamistes sont moins puissants en Syrie méridionale que dans le Nord du pays, la présence du Jahbat el-Nosra (JAN) inquiète les Etats riverains (Israël et Jordanie).

La tentative de relance d'une ASL exsangue apparaît donc aussi comme un moyen de créer une zone de sécurité dans le Sud syrien afin de protéger la Jordanie (et certainement Israël) de la progression des djihadistes ou d'un retour de l'armée syrienne et de ses alliés (Hezbollah et Pasdaran-s). Elle serait destinée à alléger le poids des réfugiés dans le royaume hachémite, à protéger les populations civiles et permettre aux rebelles syriens d'y trouver refuge, tout en repoussant les groupes indésirables plus au Nord. Les USA, qui ont fait le choix de ne pas intervenir directement en Syrie (et qui se sont retirés d'Irak), ne peuvent pas non plus laisser le terrain totalement libre aux autres puissances en présence. La coordination de Washington avec ses alliés régionaux – Arabie saoudite, Turquie et Jordanie – et le « Conseil militaire suprême » de l'ASL créé en décembre 2012⁶ a donc été un moyen pour les Américains de continuer à peser, discrètement, sur les affaires syriennes tout en offrant des garanties sécuritaires à ses alliés.

L'aide financière, technique et militaire de l'ASL via le territoire jordanien est vitale pour les rebelles du Sud. L'accès à la Jordanie est stratégique pour l'ASL qui lui est en quelque sorte subordonnée. Par exemple, en plus des aides extérieures, l'ASL peut effectuer des recrutements

⁴ « En prenant le pas sur l'ASL, plutôt modérée et soutenue par l'Occident, ils (les djihadistes) ont bousculé le rapport de force à l'intérieur de l'opposition armée au régime. Une grande partie des armes fournies par les Etats occidentaux sont tombées entre leurs mains. Conséquence : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, entre autres, ont suspendu leur livraison de peur que ces armes ne soient retournées plus tard contre ceux qui les ont livrées ». TOUFIK BENAICHOUCHE, 2014 : « Syrie : un nouveau Front rebelle se déploie pour contrôler le Sud », *RFI*, publié le 1 mai 2014. Web : <http://www.rfi.fr/moyen-orient/20140501-syrie-nouveau-front-rebelle-deploie-controler-le-sud/>

⁵ Au début de l'année 2014, plusieurs brigades se regroupent sous une structure de commandement commun nommée « Front Sud ». Fin 2014, elle est rejointe par une nouvelle coalition de groupes appelée « Les faucons du Sud » (« *Hawks of the South* ») ; début 2015, une nouvelle structure coalisée s'y agrège : « Première armée » (« *First Army* »).

⁶ C'est l'instance qui commande les groupes rebelles de l'ASL. Elle regroupe les principaux officiers syriens qui ont fait défection ainsi que les chefs révolutionnaires sur le terrain. Le Conseil militaire suprême de l'ASL est chargé de structurer les insurgés sous son commandement, de distribuer armes et salaires aux combattants. Il est l'instance supérieure qui chapeaute les actions de l'ASL sur l'ensemble du territoire syrien, divisé en 5 régions d'action militaire.

de combattants dans le camp de Zaatari ou dans les villages du Nord jordanien. Les jeunes recrues sont conduites, sous supervision des autorités jordaniennes, à la frontière syrienne et recevront une formation militaire en Syrie dans des camps d'entraînement situés dans les secteurs « libérés » de la présence du régime. Il ne fait aucun doute que si la Jordanie décidait de fermer sa frontière et de suspendre l'aide via son territoire, l'ASL serait étouffée et le régime reprendrait rapidement le dessus. Mais la Jordanie ne décide pas de la marche à suivre puisque les opérations sont menées par les USA sur financements saoudiens. Au final, le rôle de la Jordanie apparaît plus comme un pont pour les alliés (coalition occidentale et Golfe).

Si la Jordanie est utilisée comme un « pont » pour acheminer des combattants et du matériel militaire, sa position officielle face à son voisin du Nord reste ambiguë. Engagées certainement malgré elles dans le conflit syrien à travers ses services de sécurité et ses obligations liées à ses alliances stratégiques avec Washington et les grandes capitales du Golfe, les autorités du royaume restent politiquement prudentes envers le régime de Bashar el-Assad ; elles évitent les déclarations provocantes et tapageuses. En effet, elles craignent les représailles de Damas par l'intermédiaire d'attentats qui pourraient facilement être perpétrés par des groupes liés à la Syrie⁷. La Jordanie doit satisfaire des intérêts contradictoires : la volonté de ses alliés saoudiens et américains qui lui fournissent une aide économique importante et leur protection ; ne pas trop déplaire à Damas pour ne pas s'exposer aux attentats et ne pas perdre son débouché commercial vers le Liban et la Turquie.

L'ingérence du MOC à partir de la Jordanie dans les affaires syriennes

C'est donc à partir de 2014 que le rôle de la Jordanie comme acteur dans le conflit syrien devient effectif. La Jordanie remplit dorénavant une fonction stratégique quasi-identique à la Turquie : celle d'une « plate-forme opérationnelle » pour le financement, l'armement et l'entraînement des rebelles syriens. Pour la Jordanie, l'enjeu est stratégique – sécuriser la région limitrophe frontalière comme nous le savons – mais risqué, puisqu'elle s'expose aux représailles de ses ennemis ainsi directement désignés : Damas et les djihadistes. Derrière cette coalition rebelle toute nouvelle, le poids des alliés (USA, Europe, Golfe) est donc primordial. Le MOC (*Military Operations Center*), basé à Amman, en est le centre de commandement unique et ultime. C'est lui seul qui s'occupe de l'approvisionnement en armes des rebelles du Front du Sud, de la sélection des combattants et de leur entraînement sur le sol jordanien. Cette cellule de commandement des opérations sur le front sud est composée de représentants des services de renseignement et de spécialistes en affaires militaires des USA, de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Jordanie et de quelques pays européens (Grande-Bretagne, France). Les plus actifs sont les américains puisqu'ils fournissent les armes (armes légères mais aussi missiles antichars BGM-71 TOW), filtrent les combattants rebelles⁸ et fournissent aussi des instructeurs pour encadrer le stage d'entraînement en Jordanie. L'Arabie saoudite est très présente également ; elle est la trésorière du système.

⁷ Début juillet 2015, la Jordanie annonce avoir déjoué un attentat qui aurait été commandité par un groupe en lien avec l'Iran, allié de Damas.

⁸ La sélection des combattants syriens est une étape importante car pour éviter le fiasco irakien ou afghan, les USA cherchent à recruter des hommes qui ne se retourneront pas contre eux. Ainsi, « cette tâche a été confiée à la « Combined Joint Interagency Task Force » créée pour l'occasion et composée des spécialistes du contre-terrorisme (DIA, CIA, US Army) ». PHIL STEWART, 2015 : « Pentagon to deploy 400 troops to train Syrian rebels », *Reuters*, published the 16 January 2015.

Ainsi, l'ASL demeure dans le Sud de la Syrie sous le contrôle exclusif du MOC. Le seul point de passage à travers la frontière syro-jordanienne est devenu son cordon ombilical : la route militaire de Tell Shaab par où circulent les membres de l'ASL et les armes. La subordination de l'ASL au MOC passe par cette route. Le contrat demeure le suivant : allégeance et fidélité contre armement et approvisionnement. Si les armes étaient disséminées auprès de groupes rebelles djihadistes, le contrat pourrait être immédiatement rompu ; le Front Sud risquerait alors de perdre son soutien vital. Le but est de constituer une armée libre « nouvelle génération » dans le Hauran pour lutter contre le régime de Damas en séparant les troupes rebelles fréquentables (bons alliés sur le terrain) des groupes non-fréquentables (E.I. et le JAN), ce qui devrait permettre, pense-t-on, de sécuriser, par la même occasion, les frontières avec la Jordanie et Israël.

La dépendance économique de la Jordanie par rapport à son voisin du nord

La carte montre la progression des rebelles de l'ASL sur les troupes du régime syrien depuis le printemps 2013. Depuis fin 2014, le Front Sud a enregistré plusieurs victoires importantes : le régime ne contrôle plus que la partie septentrionale du Hauran et un couloir le long de l'autoroute qui mène à Deraa et qui a été coupé aux environs du Sud de Khirbet Ghazaleh (depuis le printemps 2013). Afin de poursuivre les échanges commerciaux entre Damas et Amman, et plus globalement entre le Liban et le Golfe, la route a été détournée pour permettre aux marchandises de continuer à circuler. Entre le printemps 2013 et avril 2015, le fret international emprunte la route de Sweida totalement contrôlée par Damas, puis poursuit vers Diebien (Sud-Ouest de la province de Sweida) et longe la frontière jordanienne (par Tiesya) jusqu'au poste de Nassib/Jaber qui est resté actif durant toute cette période (carte). Par cette route, totalement sous contrôle militaire de Damas, les échanges commerciaux entre Syrie et Jordanie se sont maintenus. Le maintien de ce lien commercial n'aurait pas pu se faire sans un accord entre la Jordanie, l'ASL et le régime syrien pour protéger le commerce « de Tartous à Dubaï ». En effet, l'étroitesse du corridor octroyé à l'armée de Bashar el-Assad le long de la frontière jordanienne ne peut s'expliquer autrement que par la volonté des sponsors de l'ASL de permettre à la Jordanie de conserver un lien commercial avec la côte méditerranéenne ; car militairement rien n'empêchait les rebelles de conquérir cette fine bande frontalière ainsi que le poste de Nassib. Les relations entre Amman et Damas sont au cœur de ces tractations. La Jordanie a toujours cherché la prudence envers le régime syrien car elle craint pour sa sécurité intérieure. Mais l'aspect économique est également primordial. La colonne vertébrale de l'économie commerciale jordanienne passe par Nassib/Jaber et la Syrie. L'arrêt des échanges commerciaux serait préjudiciable pour ce pays qui ne possède quasiment pas de richesses, hormis des mines de phosphates.

Pourtant, le 1^{er} avril 2015, le poste de Nassib tombe aux mains des rebelles ; la route militaire destinée à la circulation des marchandises se ferme. Le régime syrien quitte la frontière jordanienne pour la première fois depuis le début du conflit et laisse le contrôle à l'ASL et aux islamistes du JAN. Les conséquences sur l'économie jordanienne sont lourdes. Dans l'attente de rapports détaillés sur la situation économique, nous pouvons simplement écrire que le manque à gagner est important pour le pays. Les coûts de transport pour les marchandises en provenance de Syrie sont quatre fois plus élevés. La Jordanie dépend de la Syrie pour l'eau, l'électricité, le coton et les produits agricoles. A Amman, au lendemain de la prise de Nassib, on évoquait la possibilité de rétablir une route commerciale avec Damas via la province de Sweida – toujours sous contrôle de Damas –, car il serait difficile de renégocier des accords

douaniers nouveaux tripartites entre les autorités du royaume, les rebelles et le régime de Bashar el-Assad. Et surtout les commerçants et les transporteurs n'ont pas confiance aux rebelles depuis les kidnappings de chauffeurs libanais en avril 2015 lors de la prise de Nassib. Quoiqu'il en soit, aucun arrangement n'avait été trouvé à l'été 2015. La frontière entre Syrie et Jordanie demeurait donc désertée par le transport commercial légal.

Cet épisode de la guerre en Syrie, qui pourrait paraître anecdotique, montre sans doute que la Jordanie doit s'aligner sur la politique régionale choisie par ses alliés. Sa marge de négociation est réduite. On peut penser que le maintien, jusque-là, de l'axe économique entre Damas et Amman a été une demande (exigence ?) jordanienne ; une concession qui lui aurait été faite par ses partenaires durant une période donnée. Le changement de politique de l'Arabie saoudite avec l'arrivée sur le trône du roi Salmane, début 2015, a certainement été à l'origine de la rupture du compromis. Nouvelle donne qui semble se mettre en place au détriment d'Amman⁹. Car même si des liens avec le régime de Damas semblent toujours exister, les relations diplomatiques se sont tendues depuis juin 2015. La prudence affichée de la Jordanie vis-à-vis du régime syrien commence à ne plus être en adéquation avec les dynamiques en cours sur son territoire. Qu'elle contrôle ou non ces dynamiques, la perception à Damas demeure la même : la menace vient dorénavant aussi de Jordanie. Le régime syrien a acté ce fait. Après quelques déclarations de principe du président Bashar el-Assad à partir de la fin 2013, comme quoi la Jordanie facilitait le passage de rebelles sur le sol syrien, Damas pourrait passer aux représailles. Des obus sont tombés sur Ramtha le premier jour de l'offensive rebelle sur Deraa (25 juin 2015) et les *mukhabarat*-s jordaniens ont déjoué un attentat dans le royaume au début de l'été 2015.

La place de la Jordanie dans le conflit du Sud-syrien et rôle des combattants islamistes

Le rôle des combattants islamistes est primordial en Syrie. Dans le Nord du pays, le rapprochement, suivi d'un pacte, entre Turquie, Arabie saoudite et Qatar, début 2015, a servi d'accélérateur au succès de l'Armée de la Conquête (*Jaish el-Fatah*) ; l'approvisionnement en armes des divers groupes islamistes qui la composent s'est avéré décisif. Dans le Sud également, l'armement apparaît comme l'élément primordial dans les chances de succès de l'ASL sur les divers fronts ouverts dans le Hauran. Il est ainsi probable que ce nouvel ordre régional est à l'origine des victoires militaires du Front Sud de l'ASL au printemps 2015 (carte). Dans cette partie d'échec, l'Arabie saoudite demeure un acteur de l'ombre mais un acteur central. La présence du PC commun des pays occidentaux et des pétromonarchies à Amman (le MOC) n'aurait pu se réaliser sans le royaume saoudien. C'est lui qui met la main à la poche pour financer équipements et opérations militaires afin de relancer les rebelles sur le terrain. L'Arabie saoudite cherche à contrer l'influence croissante de l'Iran au Proche-Orient. Le nouveau roi du pays (Salmane ben Abdelaziz Al Saoud¹⁰) a, par exemple, pris la tête de la coalition arabe contre les milices houthistes pro-iraniennes. En Syrie, il désire accélérer la chute du régime de Damas, grand allié de Téhéran dans la région. Et c'est précisément sur le volet syrien que la politique de la Jordanie et celle de l'Arabie saoudite interfèrent : les Saoudiens ont besoin des Jordaniens pour faire transiter le matériel militaire.

⁹ La Jordanie a déjà vécu des précédents comme la perte du pétrole irakien à bas coût lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003.

¹⁰ Succède à Abdallah, son demi-frère, comme roi d'Arabie saoudite en janvier 2015.

Pourtant la politique saoudienne ne s'aligne pas totalement sur la politique jordanienne, ni sur celle des USA. Les USA et la Jordanie semblent plus regardants sur les livraisons d'armes et chercheraient à mieux contrôler les bénéficiaires. A l'inverse, Riyad souhaite privilégier son poulain : l'armée de l'Islam (*jaish el-Islam*) de Zahran Alloush présente dans la ghouta de Damas (région de Douma). Mais les USA, qui considèrent cette formation comme trop extrémiste, tenteraient de freiner, en coordination avec Amman, les livraisons d'armes trop stratégiques (comme les missiles anti-aériens) de peur qu'ils ne tombent entre les mains d'Al-Qaïda en Syrie (le JAN) alors que Riyad semblerait moins récalcitrante à les livrer¹¹. Ainsi, les enjeux des alliés ne sont pas identiques. La Jordanie semble plutôt s'aligner sur les positions occidentales alors que les alliés sunnites (Turquie, Arabie saoudite, Qatar) conservent une plus grande marge de manœuvre qui à terme pourrait créer des crispations avec l'Occident¹² tant ils sont proches des formations islamistes avec les risques de glissement que cela implique.

Si la coordination entre ASL et islamistes du JAN semble officiellement exclue dans le Hauran et que chaque camp travaille en principe de son côté, leur participation conjointe lors des dernières grandes batailles est attestée (bataille de l'aéroport de Ta'aleh le 10 juin 2015 ; bataille de Bosra du 21 au 25 mars 2015 ; bataille de Shaykh Meskin du 1^{er} novembre au 15 décembre 2014). Le but commun est bien de faire tomber le régime. Territorialement, l'ASL contrôle, à l'été 2015, près des 2/3 du Hauran. Le reste est sous l'autorité de Damas. JAN ne contrôle pas directement de territoires comme il peut le faire dans la région d'Idlib, au Sud-Ouest d'Alep. Il est présent dans les secteurs dominés par l'ASL comme à Nawa ou Shaykh Meskin. En fin de compte, il semble que JAN soit plus une préoccupation des Occidentaux que des rebelles de l'ASL qui ne le considèrent pas, pour l'instant du moins, comme un danger majeur dans cette région. Même si ce n'est jamais dit pour les raisons que nous avons précédemment évoquées, à savoir la peur de perdre son approvisionnement en armes, il semble que localement l'ASL et le JAN collaborent contre le régime.

L'autre élément troublant demeure la présence de groupes de combattants rebelles proches du JAN dans la zone de sécurité du Golan entre Israël et Syrie. Ils semblent bénéficier de la totale clémence de Tel Aviv qui accepte de prendre en charge les blessés pour les soigner sur son territoire¹³. Nous n'avons pas de preuves de l'approvisionnement en armes de ces combattants islamistes à partir d'Israël mais il apparaît bien qu'ils participent à la partie d'échec complexe que se livrent les puissances régionales rivales en Syrie. Le raid israélien contre un convoi transportant six combattants du Hezbollah et un général iranien des Gardiens de la révolution, en janvier 2015, à proximité de la ligne de cessez-le-feu dans le Golan occupé (Mazraat Amal) a montré que l'Iran cherchait à prendre position dans ce secteur. Car un des grands enjeux des combats qui se déroulent dans le Sud du pays demeure certainement, à moyen terme, la prise de Damas. Et pour cela, les rebelles doivent relier les territoires qu'ils contrôlent dans le Hauran à ceux de la Ghouta de Damas qu'ils dominent. C'était l'objectif des offensives rebelles de l'automne 2014 dans la région de Qunaitra et autour de Sanamein. Réaliser cet objectif leur permettrait d'alimenter en matériel de combat et en hommes les rebelles pris au piège pour

¹¹ Lire : ARON LUND, 2014 : « Does the « Southern Front » Exist ? », *Syria in Crisis*, Carnegie, publié le 21 mars 2014, <http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=55054>

¹² La position ambiguë de la Turquie est là pour le souligner.

¹³ Ce soutien déplaît fortement à la communauté druze d'Israël, car JAN est accusé d'attaquer les Druzes de Syrie dans le Djebel Shaykh (comme à Hadar) mais aussi dans le Djebel Druze – voir supra. En juin 2015, des groupes de Druzes du Golan ont attaqué une ambulance de l'armée israélienne qui transportait deux combattants syriens blessés.

l'instant par les forces loyalistes dans les banlieues du Grand Damas, car encerclés par l'armée syrienne (comme à Daraya). Un des buts de la contre-offensive du régime¹⁴ dans le Sud entre février et avril 2015 était donc d'empêcher l'ASL de réaliser cette connexion d'où la mobilisation du Hezbollah, de membres des Gardiens de la Révolution iranienne et de milices chiites étrangères (venues d'Irak et d'Afghanistan) aux côtés de l'armée syrienne.

De plus, d'autres groupes islamistes ont été également mobilisés pour participer à des batailles importantes dans le secteur sud, comme Jaish el-Islam de Zahran Alloush et Ahrâr ash-Sham lors des deux batailles de Deraa (février-mai 2014 ; fin juin-début juillet 2015), de celle de la Brigade 52, base militaire de l'armée syrienne au Sud d'Al Hrak (8 juin 2015) ou encore lors de la base aérienne de Ta'aleh (10 juin 2015). Répondant aux injonctions des alliés sunnites (Qatar et Arabie saoudite), il n'est pas exclu que ces formations puissent être un jour sollicitées pour faire barrage à l'E.I. dans la région en cas de besoin. Mais au printemps 2015, c'est pour faire barrage à l'Iran et ses alliés (régime syrien et Hezbollah) que ces groupes semblent avoir été mobilisés. Les Saoudiens, qui misent sur eux, semblent passer outre les recommandations des Américains. Ils leur livrent armes et argent par des réseaux discrets. Ainsi, la route d'acheminement des armes vers les troupes de Zahran Alloush, la puissante « Armée de l'islam », pourrait passer par l'Est du Djebel Druze pour rejoindre Douma, son fief dans la Ghouta orientale (carte). Les contacts que nous possédons dans les villages orientaux du Djebel Druze (nous avons passé près de six ans dans cette région dans le cadre de notre thèse de doctorat) font mention de routes de contrebande d'armes qui relieraient la Jordanie à la Ghouta. Les bédouins du désert du Harra ont longtemps joué le rôle de contrebandiers. Si cette route existe ou a bien existé, cela signifierait que la Jordanie laisse discrètement l'Arabie saoudite effectuer des livraisons d'armes à ses protégés en dehors du MOC (ou sans que les USA ne sourcilent).

Conclusion

L'espace « sud syrien », à savoir les trois provinces de Quneitra/Deraa/Sweida, auquel il faut ajouter Damas et sa Ghouta, tant les enjeux sont interconnectés, est devenu un terrain d'affrontement majeur du conflit syrien. Il oppose Damas et ses alliés à l'ASL soutenue pour le MOC en Jordanie. Toutes les opérations militaires rebelles (sauf celles des groupes djihadistes) sont pilotées d'Amman. Les grands maîtres d'œuvre en sont les USA et l'Arabie Saoudite. Dans le Nord de cet espace, l'Iran et le régime syrien sont aux commandes¹⁵. Un acteur à part, certes très discret, garde un œil attentif sur ce vaste champ d'affrontements et surtout s'octroie un droit d'intervention unilatéral : c'est Israël.

Les efforts des alliés sunnites, de l'Occident et de la Jordanie pour renforcer l'ASL semble porter ses fruits. Sur le papier, les rebelles ont gagné du terrain dans le Sud syrien. Mais en même temps, l'ASL et ses compagnons de bataille (Front islamique - Jaish el-Islam et Ahrâr ash-Sham – et JAN) n'ont pas remporté les batailles décisives de Deraa et de Ta'aleh (juin

¹⁴ « Les buts stratégiques de l'offensive étaient la reprise de Tal Al-Harra, l'élimination d'une zone tampon rebelle-israélienne perçue comme étant protégée par les forces du Jabhat al-Nusra située dans la zone entre Israël et Syrie, protéger la capitale syrienne Damas contre une nouvelle avancée rebelle, (...) couper les routes d'alimentation rebelles depuis la Jordanie. En complément, l'offensive était destinée à créer un front, tenu par le Hezbollah, dans le Golan contre Israël ». Source : Wikipedia (https://en.wikipedia.org/wiki/2015_Southern_Syria_offensive)

¹⁵ Des débats se font entendre aujourd'hui pour savoir qui du régime syrien ou de son principal sponsor mène les opérations militaires sur le terrain.

2015). Si la rébellion gagne du terrain, elle n'arrive pas à faire reculer le régime de ses bases stratégiques qui constituent la première ligne de défense de Damas (Ta'aleh, Khirbet Ghazaleh et Ezraa). La prise de la base de la Brigade 52 a été rapide car l'armée syrienne a préféré quitter les lieux sans opposer de vraie résistance. De plus, les rebelles de l'ASL ont échoué à convaincre les Druzes de lâcher le régime, si bien que le Sud est totalement divisé en deux entités potentiellement ennemies. Enfin, ils n'arrivent pas à faire la jonction avec la Ghouta de Damas.

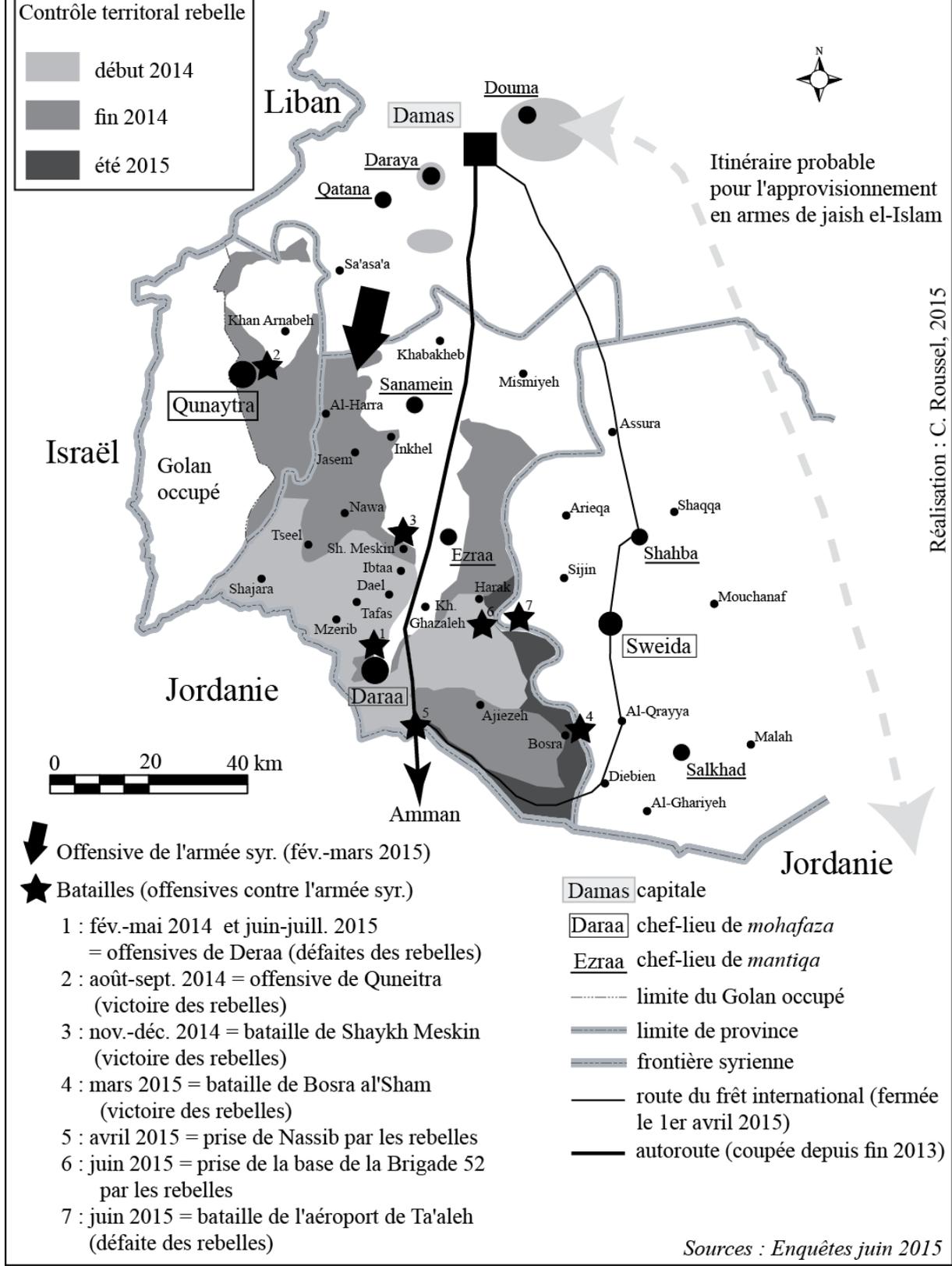
La Jordanie tient à rester à distance respectable du conflit syrien mais elle est « tenue » par ses alliés qui utilisent son sol pour des opérations militaires. La Jordanie n'est-elle devenue qu'un sous-traitant de ses maîtres américains et saoudiens ? On peut en effet penser que son rôle de tremplin vers le Sud de la Syrie ne lui laisse pas tellement de marges de manœuvre et qu'elle n'a pas les coudées franches. Les décisions concernant la Syrie et par conséquent le devenir du territoire jordanien dans un nouvel environnement régional sont prises par plusieurs pays au sein du MOC. Position instable de la Jordanie entre ses alliés qui mènent les hostilités sur le champ de bataille et sa volonté de se protéger et de conserver ses intérêts économiques. Sa sécurité est passée jusqu'à maintenant par un contrôle renforcé de sa frontière et de son territoire, car le danger ne viendra pas d'une attaque militaire mais d'actes de terrorisme.

Enfin, le talon d'Achille de l'ASL réside dans son incapacité à marginaliser les djihadistes du JAN avec qui elle semble « génétiquement » attachée. Si l'ASL veut garder sa suprématie dans le Sud, elle doit éviter à tout prix le glissement de ses soldats vers des formations concurrentes qui pourraient s'avérer, à un moment, plus attractives. Mais l'ASL n'est pas maître de son destin, puisqu'elle est totalement dépendante du bon vouloir du MOC. Eviter l'écueil djihadiste passe donc pour partie par le maintien d'un équilibre entre les alliés sunnites et les alliés occidentaux, plus la Jordanie. Un changement de position de l'Arabie saoudite la mettrait immédiatement en péril.

Situation militaire dans le Sud de la Syrie (été 2013-été 2015)

Contrôle territorial rebelle

-  début 2014
-  fin 2014
-  été 2015



-  Offensive de l'armée syr. (fév.-mars 2015)
-  Batailles (offensives contre l'armée syr.)
 - 1 : fév.-mai 2014 et juin-juill. 2015 = offensives de Daraa (défaites des rebelles)
 - 2 : août-sept. 2014 = offensive de Quneitra (victoire des rebelles)
 - 3 : nov.-déc. 2014 = bataille de Shaykh Meskin (victoire des rebelles)
 - 4 : mars 2015 = bataille de Bosra al'Sham (victoire des rebelles)
 - 5 : avril 2015 = prise de Nassib par les rebelles
 - 6 : juin 2015 = prise de la base de la Brigade 52 par les rebelles
 - 7 : juin 2015 = bataille de l'aéroport de Ta'aleh (défaite des rebelles)

-  Damas capitale
-  Daraa chef-lieu de mohafaza
-  Ezraa chef-lieu de mantiqa
-  limite du Golan occupé
-  limite de province
-  frontière syrienne
-  route du frêt international (fermée le 1er avril 2015)
-  autoroute (coupée depuis fin 2013)

Sources : Enquêtes juin 2015

Réalisation : C. Roussel, 2015